

**“Comme  
un papier  
tue-mouches  
dans une  
maison  
de vacances  
fermée”**

**La Parole Errante  
à la Maison de l'Arbre  
9 rue François Debergue  
Montreuil 93100**

# de mai 68 à... CHANTIER



**“Des chômeurs  
associés”  
*Patrice Duprat***

**Propos recueillis  
par Pierre Vincent Cresceri  
et Stéphane Gatti  
Rédaction et mise en forme  
Benoit Francès**

**“Des chômeurs associés”**

Entretien  
avec  
Patrice  
Duprat

En 68, Laurent Duprat participe aux actions lycéennes et aux manifestations sur Saint-Dizier. Puis il devient comptable et délégué CFDT. Après des années de combats syndicaux, c'est le chômage. Militant toujours à la CFDT, il réalise peu à peu qu'il n'y a plus sa place ; le chômeur reste un impensé de syndicats centrés sur la valeur accordée au travail et aux rôles qu'il distribue. Il se rapproche du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) créé en 86. La lutte quotidienne se déplace d'un espace légitime et reconnu, celui de la culture syndicale et ouvrière, à un espace problématique, celui du chômage et des chômeurs qui ne peuvent se reconnaître, ou qu'on ne daigne reconnaître que par ce qui leur manque : un travail. De l'engagement dans les Maisons de chômeurs – Laurent Duprat en fonde une à Saint-Dizier – aux réflexions sur le sens du partage social entre travail et non travail, un statut politique est à inventer. Quand la reconnaissance sociale et le sentiment de l'utilité sont attachés à la condition de travailleur, les chômeurs et précaires, nombreux mais dispersés, peuvent-ils trouver dans leur situation commune une positivité et le départ de nouvelles luttes ? Celles d'acteurs d'un phénomène de masse dont l'abandon et la situation de survie, loin d'être des « accidents de parcours » individuels, sont devenus des conditions structurelles du fonctionnement de l'économie capitaliste.

# “Des chômeurs associés”

En mai 68, j'étais au lycée à Saint-Exupéry et je faisais un stage au garage Simca, un stage de comptabilité. Le vendredi 10 mai, il y avait eu une très forte répression au Quartier latin ; le lundi 13 mai, c'était une réponse à la répression. On était tous dans la rue et, à partir de ce jour-là, ils ne m'ont plus vu. Mon stage s'est terminé là.

5

## L'extrême gauche à Saint-Dizier

*Comment c'était, mai 68 à Saint-Dizier ?*

C'était relativement calme pendant la période des événements. Mais, par rapport aux conséquences, il y a eu des films tournés en mai 68 qui ont été présentés sur le Vertbois fin juin, début juillet. Et ça a été l'occasion d'affrontements très violents avec les CRS. À l'époque, je n'étais pas à Saint-Dizier et je n'ai pas vécu ça de très près. Mais en mai et juin il y a eu des manifestations de masse qui ont rassemblé le plus grand nombre de manifestants de tous les temps sur la place de Saint-Dizier, sur

le parking de Mac Cormick – qui a changé de nom et qui est redevenu Mac Cormick aujourd’hui – avec plusieurs milliers de personnes, devant l’ancienne Bourse du travail, un bâtiment en bois, rue de l’Arquebuse. Des manifestations non-stop quasiment tous les jours, une forte activité des maos – « la victoire au bout du fusil » – à laquelle je participais, du moins au début. Et quand j’ai senti que la victoire au bout du fusil, ce n’était pas mon arme – mon arme, c’est la non-violence et, à l’époque, c’était déjà ça – j’ai pris du recul par rapport aux maos, la Gauche prolétarienne. Je me suis retrouvé un peu plus sur l’activisme des lycéens et étudiants, localement.

*Qui étaient les gens de la Gauche prolétarienne sur Saint-Dizier ?*

6 Il y avait les frères [Croner], Germanos frère et sœur, dont le père était un gaulliste convaincu, la fille [Dano], la fille [Mory]. Ce sont ceux dont je me rappelle. On se voyait dans les manifestations. On ne se connaissait pas, on ne se parlait pas obligatoirement. Quand on se revoit, on se dit à peine bonjour. Il y avait Myriam [Mory], la sœur de Philippe, qui tient le magasin rue du Docteur-Moujot, le magasin presque attenant au Crédit mutuel. À l’époque, les lycéens étaient dans l’action, et les [Mory] sont des antifascistes. Ils sont d’origine toscane, de Prato ou Pistoia – je ne suis pas sûr. Les grands-parents ont fui le fascisme.

*Ton père était au PSU.*

Mon père était au PSU, mais mon père a toujours habité et a terminé sa carrière professionnelle à Chaumont. Il est parti de Chaumont en 69. Il était au PSU, à l’époque où c’était quelque chose d’être au PSU. J’ai retrouvé les photos d’un congrès du PSU où il était, en 62. Pendant la guerre d’Algérie, ce n’était

pas évident d'être au PSU. Après mai 68, j'ai adhéré au PSU – en 76. Le PSU était pour moi quelque chose d'important en termes d'idées, en termes d'actions menées pour les mettre en musique. L'idée forte portée par le PSU au sein de la municipalité de Saint-Dizier d'union de la gauche, c'était la géothermie. Un copain conseiller municipal était en lien avec la commune de Lutterbach, à côté de Mulhouse, qui était sur une étude de géothermie très avancée à l'époque. On était un peu sur la même logique, sauf que Lutterbach avait des réserves géothermiques importantes, proches. Saint-Dizier, c'était un peu plus loin. Ils ne garantissaient pas les mêmes résultats.

*En 68, tu es en train de passer ton diplôme de comptabilité. Tu es à Saint-Dizier même ou ailleurs ?*

J'ai mon père qui est à Chaumont et mon père à Saint-Dizier. Je suis sur les deux. Mon père était professeur à l'École normale. Sur la porte de l'École normale, « la grève continue » était signé de la main de mon père. J'étais un peu sur les deux. Il n'y avait aucun train qui passait de Saint-Dizier à Chaumont. Je me déplaçais en stop, ça marchait très bien, tu avais à peine le temps de lever le doigt que tu étais pris. Ça permettait d'avoir le lien, mais, au niveau action lycéenne, j'étais sur Saint-Dizier. Je n'avais pas une grande action sur Chaumont. Je n'avais pas mes repères sur place. Le lycée Saint-Exupéry, c'est plus de deux mille élèves. Dans notre classe, on était quelques-uns à être des animateurs de la cause étudiante et lycéenne. 7

*Où étaient ceux qui n'étaient pas dans des organisations d'extrême gauche ?*

Je n'étais pas directement dans une organisation d'extrême

gauche. On était là par affinité. Ce n'était pas structuré, il n'y avait pas de comité d'action lycée. Il devait y en avoir un qui existait, de mémoire. Je n'étais pas dedans. Je ne me rappelle pas s'il coordonnait grand-chose. Mais on était quelques leaders, quelques animateurs. On était tous les jours présents. Toujours sans violence, c'était mon maître mot, même si j'ai failli avoir des merdes lors d'une manifestation. Une voiture bloquée a voulu foncer dans le tas. Quelqu'un a pris un pavé qui lui a explosé un carreau. Comme il avait une Simca et qu'il me connaissait, plainte a été déposée contre moi. J'avais des témoins et, malgré mon dossier assez épais, ça s'est éteint. C'était après le 30 mai, lors de la grande manifestation, quand le pouvoir et l'ordre ont repris la main.

*Au mois de septembre, tu as ton diplôme ?*

Oui, je l'ai eu, par protection parce que c'était mai 68.

*Vas-tu commencer à travailler tout de suite ?*

8

Je vais commencer par ne rien faire. Dans le prolongement, on est un peu sur un nuage, on a vécu dans la rue des actions fortes, collectives, qui quelque part font du bien, t'aident et te structurent un peu. Même si je n'avais pas une très grande réflexion politique. Mon père était militant de toujours, à la fois syndical et politique : syndicaliste dans le milieu enseignant et politique au PSU. Très jeune, il était militant socialiste, à l'époque où ça voulait dire quelque chose. En septembre, je n'ai rien fait. 68, 69, je n'ai pas fait grand-chose. Je suis allé à l'armée en 70. Entre-temps, je ne me rappelle plus trop. J'ai repiqué au lycée. J'ai passé un diplôme ultime à Saint-Exupéry. 68, il y avait le diplôme qui s'appelait le BEC, brevet d'enseignement commercial, que j'ai eu comme tout le monde.



En 69, il y avait le BSEC, brevet supérieur d'enseignement commercial – qui n'existe plus, qui s'appelle BTNG, brevet de technicien de gestion. Je l'ai eu aussi, dans la foulée de mai 68. Ils étaient plutôt favorables à donner et à faciliter les choses pour évacuer à la fois les activistes et les agitateurs, les animateurs du mouvement lycéen. J'ai fait une année supplémentaire pendant laquelle on a essayé de continuer un peu l'action de mai 68, avec plus ou moins de bonheur – plutôt moins de bonheur. Ça n'a pas donné de résultats tangibles. On a fait une année en roue libre. On a essayé de secouer un peu les choses, mais sans résultat.

*À quoi ça tenait ?*

Le soufflé descend plus vite qu'il ne monte. On peut considérer que le soufflé est retombé. Peut-être qu'on n'a pas utilisé les bons mots, la motivation s'était peut-être légèrement édulcorée. Je ne sais pas, il n'y a pas de raison ; je ne me suis pas trop posé la question.

9

*Aviez-vous un gros groupe ?*

Non. Les maos, la Gauche prolétarienne, ça pesait quinze personnes à tout casser, qui se réunissaient, et on se retrouvait à sept-huit chez l'un ou l'autre. Je n'étais pas imprégné de ces actions-là. Dans la foulée, la violence n'était pas mon moyen d'action privilégié – peut-être un moyen d'action quand on est dos au mur, mais je ne me considérais pas comme dos au mur. J'avais plutôt tendance à penser les choses autrement. C'est pour ça que j'ai pris un peu de recul par rapport à cette équipe dont la plupart des membres, quand on regarde comment ça s'est passé à Saint-Dizier, sont rentrés dans le rang. Plutôt dans

le bon sens du terme, pour eux. Ils ont fait carrière.

*Il y a cette année qui se passe sans relief particulier. Et, après, tu pars à l'armée.*

10 70. J'arrive à l'armée avec une petite semaine de retard. Je fais mes classes pendant trois semaines à Montluçon. Je devais faire mon service à l'état-major, à Metz, au château de Mercy. Mon nom était bien souligné en rouge. Sauf qu'à Metz on a fait un peu de rébellion pendant les classes, on a un peu résisté. On s'est fait plaisir. Quand on nous donnait des ordres, on disait « non », on résistait un peu. Bref, j'ai démonté le pistolet-mitrailleur je ne sais combien de fois par punition, mais ce n'est pas grave. C'est rigolo, avec le recul. Ils n'avaient aucune prise sur nous. J'étais un peu le leader... J'étais quand même le bon camarade. Par identification, les gens suivaient. On refusait de faire un truc, et on rampait dans la neige avec le pistolet-mitrailleur, jusqu'à ce que le formateur en ait marre. Nous, on n'en avait jamais marre. Et si on en avait marre, on ne le disait pas et on continuait. Donc, il arrêtait. L'armée, c'était pour nous le rempart de tout ce qu'on avait combattu. L'armée, la police... Ils m'ont envoyé croupir dans un petit camp de matériels à côté de Toul, à [Danjarmin], un ancien camp provisoire de matériels construit par les Américains, dans lequel j'ai continué à faire un peu d'agitation. J'ai essayé, à ma façon, une forme de résistance gentille. Ils n'avaient pas de prise sur moi, donc ils étaient un peu emmerdés. Comme, en plus, j'avais un bon contact avec les autres, soit ceux qui faisaient leur service, soit les engagés, ils avaient un peu de mal. Ils ont toujours essayé.

## Les horizons du délégué syndical.

*Pour l'instant, tu vois qu'on peut faire un peu d'agitation, qu'on peut organiser les gens sur place. Mais ça ne te pose pas de problèmes de ne pas être relié à une organisation quelconque.*

Je n'ai jamais trop fonctionné avec une organisation. Quand j'étais à la CFDT, quand elle était un peu dynamique et active, quand il y a eu les comités de soldats, les sections syndicales de soldats sur Saint-Dizier, dans les années 70, 73, 74, on devait mener une action pour la création d'une section syndicale à la base 113. L'action était menée par rapport aux comités de soldats, sur le RA 112 à Chaumont – régiment d'artillerie 112 –, où il y a eu une répression sans nom. Le secrétaire de la CFDT est allé en prison parce que des tracts avaient été distribués par des militants. Il a passé trois semaines à Fleury-Mérogis en tant que secrétaire de la CFDT. Il était candidat aux dernières municipales à Chaumont. La CFDT était un outil souple à l'époque, où chacun pouvait se retrouver, avec ses combats – l'action par rapport au cadre de vie, l'environnement, l'armée. Des militants, des responsables CFDT, le secrétaire régional de Franche-Comté ont passé quelque temps en prison ; Lionel Blondel, le secrétaire de l'UD CFDT Haute-Marne – et d'autres. Cette action a été assez forte. On n'a pas poussé jusqu'au bout l'action sur la section syndicale de soldats de la base 113. On devait faire une distribution de tracts dans un train. Sauf que toute la ville en parlait avant qu'on l'ait fait. Donc on ne l'a pas fait. À cause d'un copain qui était un peu bavard, un peu fier de l'action.

11

*En quoi consistait l'action ?*

Distribuer un tract pour inviter les aviateurs de la base 113 qui allaient rentrer, la nouvelle classe, à s'organiser en section syndicale de soldats. On montait dans le train à Chaumont, on descendait à Joinville pour faire diverger les recherches. Sauf qu'on ne l'a pas fait. Je ne sais pas si les tracts ont été tapés. C'était indirectement sous l'égide du PSU de l'époque, mais la plupart étaient militants CFDT. Sachant les risques assez importants qu'il y avait, on s'est dit : si tout le monde le sait avant que ce soit fait, ce n'est pas la peine de le faire, on va au casse-pipe tout de suite. C'était vraiment le prolongement de mai 68 tout ça.

*Quand tu sors du service, quelle idée as-tu de ce que tu veux faire ?*

12 Aucune. Je plane encore. À l'armée, on apprend à ne rien faire, à être cool, à se planquer. Quand on sort, on n'est pas sur une dynamique, on est plutôt sur une non-dynamique. Je laisse un peu filer. Je sors fin décembre 70. Je me présente à l'ANPE, recherche d'emploi, et elle me trouve un boulot. Je passe des tests, il paraît que j'étais très bon au niveau mémoire. Manque de pot, il y a une grève de cinq semaines, très dure, là où je devais travailler. Pas de nouvelles. Jusqu'au jour où ils sont venus me chercher pour me proposer de commencer à bosser le 1er juillet 71. Je suis venu. J'ai commencé par faire un peu de compta, même beaucoup trop à mon goût. Et, petit à petit, j'étais très proche du délégué syndical CFDT ; je travaillais au siège. Le siège, ce sont des directeurs et des chefs de service à la pelle. Le copain est parti, il a été à l'Afpa à Reims comme animateur de formations. J'ai naturellement été désigné délégué syndical. Ça m'a permis de trouver un espace de liberté, de me

former. J'étais nul au départ.

*Qu'est-ce que le fait d'être délégué offre comme avantages ?*

La protection, mais dans un siège comme ça où tu as des chefs de service, des directeurs, ils veulent le calme plat. Si tu ne fais rien dans ton coin, ils te laissent une paix royale. L'avantage ? Rien, pas d'avantages directs dans un premier temps. Les heures de délégation, d'accord. Est-ce que c'est un plus ? C'est du temps que tu peux gagner, ça te permet de te former, de bouger, de rencontrer d'autres personnes à l'extérieur. C'est le petit ou le grand plus, qui te permet de trouver ton espace de liberté, de connaître la réalité de la boîte, de connaître les différents établissements. Ça te donne une bonne culture de l'entreprise, une bonne culture du monde industriel, du monde syndical, de la confrontation des organisations syndicales. Au siège, on était majoritaire, mais il y avait l'usine de [...], où la CGT était majoritaire, ainsi que celle de Commercy – la CGT était majoritaire partout. Quand j'ai quitté la boîte quelque temps après, le 30 juin 89, la CFDT était majoritaire et j'y étais un peu pour quelque chose. J'étais content parce que notre force était d'être au contact des gens, au plus près, au quotidien. On était sans arrêt en train de débattre avec eux. Si on ne réussissait pas tout, l'échange et l'information, on avait réussi cet enjeu-là : les travailleurs étaient informés, au sens large, et nos adhérents plus particulièrement.

13

*Dans la mise en place, trouves-tu que le syndicat répond aussi aux questions politiques ?*

À un moment donné, à la CFDT, la question se posait de savoir si c'était un syndicat-parti. Il intervenait sur le cadre de vie, « vivre et travailler au pays », « mieux vivre dans son quartier »,

etc., c'était des slogans syndicaux. Je trouve que c'était tout à fait son rôle d'intervenir sur ces domaines-là. C'est important qu'un travailleur vive bien dans son quartier, qu'il y vive le mieux ou le moins mal possible. Aujourd'hui, les syndicats se sont recroquevillés sur eux-mêmes, la CFDT en particulier. Mais on peut le dire pour les autres, parce qu'il y a eu plein de problèmes. La source de militants s'est tarie, les militants se posent aujourd'hui la question de pourquoi ils militent : est-ce que c'est une protection ou une motivation forte pour essayer de changer les choses, de défendre les travailleurs ? Les motivations qui habitent les personnes aujourd'hui deviennent nébuleuses. Les syndicats intervenaient sur le champ du politique – sans vouloir prendre la place des partis politiques, bien entendu.

*Pendant cette période, beaucoup de militants d'extrême gauche vont progressivement confluer vers la CFDT.*

- 14 Dans les années 70, à Saint-Dizier, ce n'était pas les militants d'extrême gauche, mais les anarchistes d'un club qui s'appelait Athénée libertaire, qui travaillait avec des réfugiés espagnols barcelonais de Briène-le-Château. Il essayait d'amener de l'oxygène anarcho-syndicaliste au sein de la CFDT sur les bases de la CNT-AIT, sachant que c'était souvent des gens issus du social, de l'hôpital psychiatrique départemental de l'époque, CHS, aujourd'hui hôpital André-Breton. On avait organisé en 77 avec eux une fête de l'autogestion à Saint-Dizier, sur le parvis de la MJC, gratuite, avec des groupes de Saint-Dizier qui étaient venus gratuitement. Il y avait des stands, des forums. On avait fait quelque chose de sympa, qui avait rassemblé du monde. L'alcool avait un peu gâché la fête par moments. Et on avait eu l'implication de militants de la CFDT assez forte. Après, les camarades anarcho-syndicalistes sont repartis et se

sont concentrés un peu plus sur leur métier. Ce sont des gens qui se sont repliés sur leur boulot. Une partie des militants d'inspiration anarcho se sont réorientés et n'ont plus milité du tout.

*Tu es comptable. Pour être militant syndical, la division qui peut exister entre ceux qui sont dans les bureaux et ceux qui sont dans les ateliers est importante. On a toujours l'impression que là où ça se passe, c'est dans les ateliers, pas dans les bureaux.*

Je travaillais au siège. Quand je suis arrivé, la compta était dans les bureaux de l'usine de Marnaval. C'était un fer de lance de la lutte ouvrière à Saint-Dizier, au même titre que Mac Cormick. Je suis arrivé le 1er juillet. Il y avait eu cinq semaines de grève qui avaient démarré début mai, qui s'étaient terminées courant juin. Les antagonismes étaient vraiment exacerbés. Une moitié du bureau avait fait grève, une autre moitié ne l'avait pas fait. J'arrive là-dedans, avec mes vieux sentiments anarcho-gaучo de 68. On était au contact de l'usine. J'y avais plein de copains, je les rencontrais dans les soirées, les bals. Il n'y avait pas de barrière. Quand il y a eu les conflits, quand il y avait une bagarre syndicale à l'usine de Marnaval, quand ça n'allait pas, ils venaient en délégation au siège, ou en manifestation. On avait un lien fort entre les syndicalistes, les militants de l'usine et les militants du siège. On était des ouvriers de bureau. Il n'y avait pas d'animosité. Quand ils venaient occuper le siège provisoirement, qu'ils s'étaient trimballé dans les bureaux, ils passaient autour de nous. Même s'il y en avait qui étaient en train de bosser, les mecs s'arrêtaient et discutaient. Il n'y avait aucune animosité. Il y avait aussi le lien, puisque la CFDT était présente, par moi. Après, il y a eu un peu la CGT, puis la CGC. Il y avait quand même une représentation syndi-

15

cale qui échangeait. Il y avait une certaine solidarité dans les bureaux. En 84, il y avait les cartes de soutien aux salariés des champignonnières, principalement des femmes. Pas mal de gens ont acheté des cartes de soutien, plus de gens que ce qu'on aurait pu imaginer. Le siège est à un kilomètre de l'usine, les gens étaient au cœur du problème ; ils habitaient à Marnaval, dans les cités, ils étaient imprégnés de l'identité et de la mémoire ouvrières.

*Tu es militant à la CFDT et tu es comptable. Vous organisez des actions pour renforcer les syndicats. Vous êtes jeunes, vous commencez à émietter le monopole de la CGT dans les fonderies. De l'autre côté, est-ce qu'il y a du travail militant de porte comme on disait ?*

16 Il y a eu un conflit pour l'emploi qui a duré cinq-six mois. En 82, le leader CGT a appris que l'usine de Marnaval était condamnée. Il a essayé d'organiser seul l'action, en proposant de nous y associer, à raison d'une action par semaine. Mais parfois, on menait des actions tout seul. La CFDT du siège et l'usine de Marnaval ont appelé à une action lors d'un CCE pour interpellé le PDG. On a mené une action tout seul, on a interpellé le PDG et on lui a fait comprendre qu'il fallait qu'il parte. Une trentaine de personnes du siège était venues, autant de l'usine ainsi que les représentants au CCE. Le PDG était donc interpellé par quatre-vingts à cent personnes. On a distribué des tracts. La CGT distribuait des tracts sur le site de Marnaval le jour des élections : ce n'est pas prévu par les textes, c'est illégal. On ne disait jamais rien. Un jour, on a dit : on ne va pas aller devant les tribunaux, mais on va distribuer des tracts le jour des élections, en même temps que la CGT. Ce qu'on a fait. Et, ce jour-là, on a eu autant de sièges que la CGT à l'usine de Marnaval.



*Est-ce que tu milites en dehors de ça ? Tu m'as dit que tu étais surtout un activiste associatif. Tu t'occupes d'un club de foot, de différentes associations, tu es un peu partout.*

Oui, j'étais dans un club de foot ; mais je n'étais pas dirigeant, j'étais joueur. Après, j'ai eu mon accident, j'ai joué jusqu'en 83-84. Dans la foulée, j'ai pris des responsabilités dans le club comme dirigeant. J'ai eu des responsabilités importantes au sein de la CFDT. J'ai été secrétaire adjoint de l'UD à un moment donné – je ne sais plus les années. J'ai été au conseil régional de la CFDT, secrétaire adjoint de l'Union mines-métaux Champagne-Ardenne, c'est-à-dire qui coordonne toutes les sections syndicales de la métallurgie et des mines (mais des mines, il n'y en a pas en Champagne-Ardenne, il y en avait un peu dans les Ardennes à un moment donné, mais ça fait belle lurette...) Je pensais qu'être militant syndical apportait beaucoup. On avait créé des outils d'information et de formation au niveau régional. La CFDT était quelque chose de dynamique. J'avais des responsabilités au sein du groupe Sacilor. J'étais membre titulaire du comité de groupe Sacilor, une instance qui était un peu le super CCE au niveau de la sidérurgie lorraine. On devait être six titulaires et six suppléants pour la CFDT. J'étais un des titulaires. C'était un lieu très fort où on pouvait avoir beaucoup d'informations. On pouvait intervenir et questionner par rapport à l'avenir économique de certains sites. On n'avait pas un très grand rôle, mais ça nous permettait de coordonner et de mettre à jour des informations et d'avoir le soutien de syndicalistes de qualité comme il y en avait dans la sidérurgie lorraine. La CFDT avait des syndicalistes d'énorme qualité, qui étaient des exemples, des formateurs pour d'autres et pour moi en particulier.

17

*De ces postes de responsabilité, est-ce que tu as l'impression*

*qu'il y a vraiment une coordination des revendications par branche qui apparaît ? Est-ce que ça donne l'idée qu'une action syndicale d'envergure régionale est possible ? Ou est-ce juste un bureau d'enregistrement ?*

18 Ce n'est pas un bureau d'enregistrement par rapport aux informations ou aux décisions descendantes. Ça n'est pas un outil régional d'action non plus. C'est plutôt une coordination qui centralise un peu les revendications, qui met à niveau, qui remplit pas mal son rôle. Au niveau de l'action, décréter une action au niveau régional sans avoir pris le pouls, sans que la décision remonte des sections syndicales, je ne sais pas si c'est imaginable. C'était peut-être concevable à l'époque. Je pense qu'on ne le croyait pas, on ne le pensait pas – on ne le disait pas. Aujourd'hui, c'est encore pire, ou c'est différent. Les structures régionales avaient l'avantage de mettre ensemble des gens autour de la table pour échanger à un niveau intermédiaire sur la pertinence des revendications, les priorités à donner aux revendications. Mais la dimension régionale est un lieu incontournable. Le pouvoir politique et le pouvoir régional, c'est devenu quelque chose d'important. Pour le moment, il n'est pas encore essentiel, mais il gagne...

*Pendant cette période, il va y avoir le conflit clé de Lip, mené par un syndicaliste CFDT, Piaget.*

Il était un peu hors norme dans la CFDT. C'est vrai qu'il a mené le conflit Lip avec d'autres. On a énormément soutenu ce conflit sur Saint-Dizier, au même titre qu'on a soutenu le conflit du Larzac. Avec quelques copains, nous avons des parts GFA, le Groupement foncier agricole, du Larzac, qui permettait d'avoir une multitude de propriétaires de parts, de bétonner la vente des parcelles et de bloquer la mécanique de l'État, qui voulait

racheter les terrains. De ce côté-là, on a gagné, puisqu'en 81 il y a eu la décision de Mitterrand de retirer de l'ordre du jour l'extension du camp du Larzac. Pour les Lip, on a soutenu en vendant énormément de montres Lip, même si au niveau de la qualité... Les travailleurs du siège se sentaient impliqués à plein dans l'action des Lip. C'était vraiment porté par tout le monde.

## Au chômage, le suicide intérieur

*À l'époque, l'idéologie majoritaire, c'est celle du plein emploi, du travail disponible pour tout le monde et donc le syndicalisme réfléchit encore sur ces bases-là.*

Au niveau du siège, on s'est battu pour la réduction du temps de travail, pour sauver un maximum d'emplois. Ça n'a pas été pris en compte par la direction. La direction financière a été provisoirement installée sur l'usine de Marnaval en 86. La restructuration a commencé en 86 et on a été installés dans la foulée dans l'usine de Marnaval pour que les gens soient mutés à Bourg-en-Bresse. Il y avait eu fusion entre la filiale tréfilerie de Sacilor et la filiale tréfilerie d'Usinor. C'est devenu Tréfil Union. Le nom a été maintenu. La direction financière a été regroupée sur Bourg-en-Bresse. Et le personnel qui le souhaitait a été muté. Je n'ai pas accepté d'être muté. Lucia, ma femme, travaillait dans les mêmes bureaux que moi, à la compta. J'ai fait jouer le fait syndical et on n'a pas été muté. Et il y a eu négociation pour ce que j'allais devenir. Lucia est partie dans le cadre du CFC, contrat formation commerçant. Elle a été détachée de l'effectif de production et, pendant vingt-quatre mois, elle est salariée à 90 % du salaire net, en

phase de reconversion. Pour moi, une négociation s'est opérée. J'ai eu une mission de fin 87 à mi-89 : vider l'ancien hôpital où il y avait les archives de la direction générale. Vider tous les bureaux du siège où il y avait des archives, avec un certain nombre de personnes qui avaient 49 ans et attendaient la dis-  
pense d'activité pour partir à 50 ans. Pendant un an et demi, on a vidé les locaux appelés à être rasés ou qui étaient inutilisés. Tout en étant administrateur salarié – c'était l'époque de la loi de démocratisation du secteur public, j'avais été élu – sans plus aucun mandat syndical classique, la négociation a porté au plus haut niveau du groupe Sacilor. Francis Maire a entendu parler de Patrice Duprat. On n'a pas menacé de faire la grève de la faim, on n'a menacé de rien. Les copains qui ont été négociers ont dit : il y a un problème. Et j'ai été détaché. Il y a eu un financement extérieur. Et j'ai été détaché pendant trois ans et demi pour mon syndicat.

*Qu'est-ce qui se passe dans ta tête pendant ces trois ans et demi ?*

20

C'est un peu plus compliqué que ça. J'ai été détaché, c'est le principe de départ. Après, on étudiera mon retour éventuel. Ça n'avait pas été dit comme ça. Ceux qui avaient négocié avaient dit des choses que je savais, ou pas. Bref, le retour, c'était une autre histoire, puisqu'il n'y a pas eu de retour. Mais c'est tant mieux. Il y a eu un financement et j'ai été mis à disposition de mon organisation syndicale pendant trois ans et demi. Ça m'a fait plaisir, j'ai pu être utile. Au moment du retour dans la boîte, ce n'était pas possible, ils avaient déjà un permanent sur l'usine de Marnaval – ce qui était vrai, il n'y avait pas de boulot à me donner. C'est le discours habituel. Après, on a bataillé pendant un certain temps. Je suis parti. Ils ont négocié mon départ, mais pas avec moi. Je disais : je demande un emploi, c'est tout. On

sait que, quand on ne veut pas d'échappatoire, on a une revendication et point. La revendication, c'était un emploi dans la boîte. La boîte étant rétrécie – à l'arrivée, il devait y avoir 250-300 personnes. Ils avaient déjà un permanent qui faisait très bien son boulot. Donc rentrer en force paraissait un peu difficile. On a bataillé pendant huit-dix mois et, à un moment donné, je n'étais plus vraiment sûr de vouloir rentrer. Sauf que je ne l'avais pas dit. Il ne faut jamais le dire. Je suis parti avec un chèque, sans l'avoir demandé. Je ne suis pas intervenu sur le niveau du chèque, ce n'est pas moi qui ai négocié et je ne voulais pas intervenir parce que ce n'était pas ma demande.

*Est-ce que c'est pendant cette mission où tu étais mis à la disposition du syndicat que tu as fait ton premier projet d'association de chômeurs ?*

Oui. J'avais écrit quelque chose en interne au sein de la CFDT que j'ai présenté au secrétaire général de l'Union générale interprofessionnelle, Jean-Paul Germain. C'est un truc que je n'avais pas écrit à la va-vite, c'était bien structuré dans ma tête. Je l'avais écrit d'un seul jet, un soir. Ça lui a été présenté non expurgé, première version. Et il l'a rejeté d'un revers de manche : « On ne monte pas un comité de chômeurs. » Dans la CFDT, a priori, il y avait un phénomène de rejet par rapport aux comités de chômeurs en général, et à celui que je proposais en particulier. Sauf qu'aujourd'hui, la Maison de chômeurs, c'est un peu ça – on y reviendra.

21

*De qui t'étais-tu inspiré pour écrire ce premier projet ?*

Je m'étais inspiré de ma réflexion, en connaissant différentes initiatives à droite et à gauche. Je ne m'étais pas du tout inspiré du MNCP. C'était un peu ce que je ressentais à l'époque par

rapport aux différentes actions menées, les permanences d'accueil, les lieux d'accueil dans les organisations syndicales, les structures syndicales qui mettent en place des actions communes avec des associations caritatives. L'exemple de Nancy par rapport à la CFDT, ATD Quart Monde, qui mènent à mes yeux un super boulot. Dans ma tête, j'ai un peu mixé tout ça. J'ai restitué des choses qui aujourd'hui sont très semblables au fonctionnement et à l'approche d'une Maison de chômeurs, sachant que la Maison de chômeurs est plus approfondie.

*Tu es missionné et ton projet n'est pas accepté. Vient la fin de la mission, la discussion sur la réintégration. Il n'y a pas de place. Finalement, on te donne un chèque et tu pars. Tu te retrouves chômeur.*

22 Je me retrouve chômeur. Au départ, j'étais toujours militant à la CFDT. Mais la difficulté, c'était que je n'avais ou que je ne trouvais pas ma place. C'était un peu les deux à la fois. Quand on est au chômage, on a la maladie honteuse des travailleurs, on n'a pas d'utilité sociale et on n'a pas de repère-temps dans la journée. Personne ne nous donne d'exigence, on n'a pas de patron. À part les exigences qu'on pourrait se donner, mais, au fur et à mesure qu'on est au chômage, on perd de plus en plus ses repères-temps. Et on perd ses repères dans le collectif : quelle place on a dans le collectif ? On n'en a plus. Le lien se distend, de la faute du collectif d'un côté, et de la personne, c'est-à-dire moi. Et le lien se coupe, avec peu d'espoir qu'il se reconstitue.

*Dans un entretien précédent, tu nous avais dit que bien que tu étais responsable de plusieurs associations, que tu étais militant syndical, que tu continuais à aller aux réunions, tu as eu l'impression de t'enliser.*

J'avais des choses à produire pour le syndicat et je n'arrivais pas à les produire. Le lien se distend. Je laisse tomber un certain nombre de responsabilités. J'étais président du club de foot : je laisse tomber. Pas seulement pour cette raison, mais je sentais que je n'avais plus les capacités à être président d'un club comme ça, parce qu'il faut amener de la sérénité, il faut rassurer les gens, il faut amener de la confiance en soi aux autres. Et on ne peut pas amener ce qu'on n'a pas. On ne peut pas avoir la sérénité qu'on n'a pas. Je n'avais plus du tout le recul nécessaire par rapport à ma situation. J'étais imprégné d'un certain mal-être, mal-vivre. Il y avait l'autre association avec un petit restaurant d'insertion, mais elle a été liquidée financièrement. Je l'ai subi plutôt que je n'ai agi dessus, mais ça laisse quelques traces aussi. L'association où on faisait tourner un train touristique en gare de Vassy, j'y allais. Là, j'ai gardé un lien fort parce que j'aime beaucoup les trains touristiques. Sauf qu'à un moment donné j'ai lâché, longtemps après, quand je n'étais plus en situation de précarité. Quand tu as un président qui veut être l'homme orchestre, qui veut tout faire, qui ne va chercher les gens que quand il a besoin d'eux...

23

Je ne suis pas que porteur d'eau, je veux bien porter de l'eau, mais il n'y a pas que l'eau dans la vie. J'avais pris du recul par rapport à plein de structures. J'étais resté dans une association d'usagers des transports collectifs pour donner un petit coup de main. Quand je suis parti à Lens, petit à petit, je n'avais plus de responsabilités associatives localement. J'en ai repris un certain nombre après en créant l'association de chômeurs, en me rapprochant un peu du réseau Active. Je participe à la première réunion « L'alternative à gauche », à l'appel de *Politis*. J'essaie d'écouter et d'entendre un peu ce qui se dit. Je suis prêt à rentrer dans d'autres associations aujourd'hui, du type Entretien, parce que je trouve que la culture au service des précaires, c'est un sacré outil pour être

plus fort ensemble.

*Tout d'un coup, tu t'aperçois qu'il n'y a pas de mots qui s'adressent aux chômeurs dans le langage syndical.*

24 La présence des chômeurs dans le mouvement syndical a toujours été un vrai combat. Si on fait référence aux années 30, il y a eu des marches de chômeurs. La place des chômeurs dans les syndicats n'était pas automatique. Il y avait déjà conflit de logiques. C'était contradictoire. La CGT était quasiment en conflit pour savoir si elle accueillait ou non les chômeurs. Sur la marche des chômeurs en 30, il y a un travail qu'on trouvait excellent, qui a été fait par un sociologue qui a travaillé avec le MNCP, qui s'appelle Emmanuel Pierru. Il a fait une comparaison. Les choses sont similaires : le mouvement syndical ne prend pas en compte les chômeurs, en particulier parce qu'il ne sait pas et que, dans certains cas, il ne veut pas des chômeurs. Il ne sait pas, il ne veut pas. Aujourd'hui les choses sont en train de changer au sein du mouvement syndical. La CGT et la CFDT sont prêtes à échanger avec le MNCP pour savoir quelle est la place de chacun sur l'échiquier travail et non-travail, précarité, chômage, etc. Ou exclusion du monde du travail pour d'autres raisons que le non-travail : pour le handicap, pour la couleur de la peau, etc.

*Tu vas même jusqu'à dire que ça a des implications physiques. Il y a cette sorte de tétanie, le fait de perdre ses repères, de perdre un certain nombre d'activités, de perdre ses repères de pratique militante, de pratique de travail. L'ensemble de cette perte de repères, chez toi, c'est comme une sorte d'engourdissement du corps.*

Surtout des méninges. Ça commence par les méninges, l'en-



gourdissement du corps n'étant qu'une conséquence de l'engourdissement des méninges. On perd l'envie de se battre, l'envie de faire des choses. On perd toute volonté, on n'a plus envie de travailler, il faut le dire : les chômeurs à un moment donné n'ont plus envie de travailler, ils n'ont plus envie de rien. C'est une forme de suicide intérieur, tout simplement, le repli sur soi. Un des objectifs des associations de chômeurs est de rompre le repli sur soi et l'isolement, de donner ou redonner la parole aux chômeurs et précaires. Quand on est replié sur soi, il est très dur d'arriver à parler. Le souffle est réduit, on n'est pas détendu, ça ne résonne pas, ça ne passe pas. L'action à mener passe aussi par là. On peut toujours décréter : « Il faut obliger les chômeurs à travailler », la personne qui est dans cette situation passe par des étapes avant d'être capable de pouvoir occuper un travail, ne serait-ce qu'à temps partiel. Et ne parlons pas d'un temps plein.

## La défense des droits des chômeurs et précaires 25

*À Lens, quelqu'un qui t'a connu comme militant va te proposer de venir travailler avec lui dans une association qui s'occupe de la précarité.*

Pierre [Deneux], que j'avais rencontré lors de la fusion des filiales du groupe Usinor et Sacilor. On avait organisé une coordination syndicale avec Pierre, on s'appréciait mutuellement. Et, quand il a su que j'étais sur un éventuel reclassement sur Valenciennes à l'usine Alsthom de Petite-Forêt, il m'a proposé un poste d'animateur social dans l'association de chômeurs de Lens, qui s'appelle Pour le droit au travail, sachant que j'étais

en formation animateur. Je préparais le defa (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation), que je n'ai pas conclu, d'ailleurs. Il m'a proposé cette place que j'ai occupée pendant huit ans, plutôt favorablement, sachant que je me suis retrouvé en situation de travail immédiatement, j'ai eu un CDI après une période d'essai de quinze jours. Et je me suis retrouvé opérationnel du jour au lendemain dans ma fonction, sachant que j'étais revenu quasiment du diable Vauvert. Ça veut dire que si le cadre s'y prête, s'il y a les capacités d'accueil, d'accompagnement, sur un site donné, dans un lieu donné, on peut être bien abîmé, et le fait de trouver quelque chose qui corresponde à ce qu'on attend peut permettre une mobilisation générale immédiate, individuelle. J'ai travaillé à temps plein immédiatement, après plus de trois ans de chômage sur cinq années, grosso modo, avec quelques périodes de travail.

*Avec ce garçon, à Lens, tu vas découvrir l'univers de la précarité.*

26 Oui et non. Je le connaissais un peu parce que je l'ai vécu de l'intérieur. Ce que j'ai découvert, c'est ce qu'était réellement une Maison de chômeur, telle que je l'aurais rêvée idéalement. Après la cité idéale, la Maison de chômeurs idéale... Je ne l'aurais même pas rêvée. Ce que j'avais écrit, c'était grosso modo le cadre de la réalité en question. Ça allait encore beaucoup plus loin. L'initiative du gars qui était au départ, qui avait expérimenté quand je suis arrivé en 98, existait de fait depuis 87, et de droit depuis 88. Elle s'était créée juridiquement en 88. Dix ans après, les fondations sont mises, les murs sont installés. Il y a quelques papiers peints à refaire, mais la maison est installée. Donc je découvre un certain nombre de choses abouties, qui étaient le prolongement de ma réflexion. Cette expérience m'a enrichi. Quand ma femme ne pouvait plus supporter que je fasse la navette toutes les semaines et que je passe cinq jours

par semaine à Lens, l'idée m'a été soufflée par un copain : pourquoi tu ne crées pas une Maison de chômeurs sur Saint-Dizier ? Et je me suis dit : je n'ai jamais été à l'initiative de quoi que ce soit, pourquoi pas ! C'est un truc un peu dur, mais on va y aller quand même. Et, en 2005, on a créé la Maison de chômeurs, qui n'a commencé à fonctionner qu'en janvier 2006. J'ai découvert beaucoup de choses : que je pouvais être dans certains cas plus déterminé que je ne le pensais, que je pouvais terminer un certain nombre de choses – avant j'avais du mal à conclure, je démarre plein de choses, mais la persévérance n'est pas une de mes qualités. Quand j'étais à Lens, dans l'association, en termes de responsabilité, j'étais le numéro 3. En fait, tu n'as pas de responsabilité en tant que numéro 3. J'avais pour mandat de mener l'action revendicative au sens large, la défense des droits, l'accès à la défense des droits des chômeurs et précaires. J'étais le patron de ce domaine. J'avais carte blanche pour tout ça. Je n'avais pas à m'inquiéter du reste. Quand j'ai créé l'association à Saint-Dizier, je changeais un peu de monde. J'avais beaucoup de responsabilités à mon compte, ce qui ne me fait pas peur.

*Tu avais déjà eu une expérience de militantisme auprès des chômeurs. Tu as été à l'association AC ?*

Jamais. J'ai été administrateur à l'Aslo, le CHRS de Saint-Dizier, pendant plusieurs années. J'ai même été membre du bureau. J'y ai découvert une certaine facette de l'insertion sociale. Je n'ai pas été militant. J'ai été proche de gens qui ont créé AC à Saint-Dizier. Quelque part, ils voulaient faire l'unité syndicale à marche forcée autour de la problématique du chômage. Je n'ai jamais connu AC et j'étais très en retrait par rapport à ça, parce que je ne sentais pas trop la démarche. Avec le recul, étant dans l'association pour le droit au travail qui était

adhérente au MNCP, qui m'a mandaté pour être au conseil d'administration du MNCP en tant qu'observateur, puisque je n'étais pas élu, j'ai vu les choses différemment, surtout quand j'ai appris que le MNCP avait été l'un des membres fondateurs d'AC en 93 (le MNCP existant depuis 86). Le mouvement de chômeurs de 97-98 m'a permis aussi de regarder les choses différemment. Je l'avais vu du côté syndical, je le voyais un peu de l'autre côté, du côté chômeur.

*Qu'est-ce que ça veut dire de « le voir du côté chômeur » ?*

28 Si on parle d'AC, du MNCP, de l'APES et de la CGT chômeurs, du côté chômeur, les Maisons de chômeurs sont un espace citoyen qui permet aux gens de se reconstruire et de devenir acteurs de leur propre vie. Et c'est un élément essentiel. Je dirais ça pour le MNCP. Pour APES aussi, à un degré peut-être moindre parce qu'ils n'ont pas cet espace d'accueil permanent que le MNCP essaie de mettre en place dans ses différentes Maisons de chômeurs, AC n'ayant pas de volet accueil spécifique, sauf dans quelques associations, type celle de Cambrai et Liévin. Ensemble pour notre avenir à Liévin, et à Cambrai je ne sais plus le nom – qui fait des jardins bios. Ils ont un espace accueil du même type que le nôtre. Le nôtre, on le revendique haut et fort puisqu'on met à disposition le téléphone, on fait des CV, on met à disposition des ordinateurs, du conseil, de la compétence, de l'écoute, de l'accompagnement, du soutien moral, etc. Et de l'accompagnement dans le développement, le mûrissement des idées pour arriver au pré-projet, au projet, et éventuellement à la réalisation du projet, en lien avec d'autres. C'est ce qu'on appelle l'économie solidaire. Nos lieux d'accueil sont des espaces d'économie solidaire.

*En devenant chômeur, tu passes d'un investissement militant*

*qui concerne la défense individuelle et collective des droits des travailleurs et des gens qui t'entourent à une défense, toujours, des droits individuels et collectifs des chômeurs – mais tu es obligé de bouger ta lecture de la société.*

Oui. Je suis obligé ; de l'avoir vécu a obligatoirement changé mon regard. Celui qui parle du chômage et qui ne l'a pas vécu ne peut pas en parler de la même façon que celui qui l'a vécu. Mais on ne peut pas en vouloir aux gens. L'expérience, c'est en pratiquant qu'on l'acquiert. Ma connaissance des outils et dispositifs, des structures en jeu, le mouvement des chômeurs, l'approche qu'en ont eu certains sociologues, les livres, les écrits sur la problématique du chômage, la problématique de l'ANPE, les livres qui ont été écrits sur le chômage par des conseillers ANPE – Virginie Brutus, conseillère ANPE à Limoux dans l'Aude, a écrit un livre dont je tairai le nom par modestie, qui relate son vécu en tant que conseillère, sachant qu'elle accueille des gens pour le suivi mensuel personnalisé mais qu'elle n'a rien à leur proposer. Elle a un vécu de l'autre côté de la barrière. Nous, on accueille ces gens qui sont confrontés à l'ANPE – demain ANPE-Assedic-Unedic. Pourquoi aller à l'ANPE, pourquoi rester inscrit, s'ils n'ont rien à nous proposer ? Ils nous demandent si ça va, ce qu'on a fait, etc. On agit en complément positif. Et heureusement qu'il est là parce que, dans certains cas, on est le dernier barrage. Sur les deux associations de Saint-Dizier, les trois derniers mois, on a sauvé la mise à deux copains qui se seraient foutu la gueule en l'air certainement, qui le disaient et qui ne l'ont pas fait. Ce sont des gens qui viennent assez régulièrement à l'association.

29

*Tu dis que tu es travailleur à 4 h par mois...*

Je suis chômeur à temps partiel. C'est très important parce que

ça amène les gens à la réflexion.

*Et pourtant, sur une ville comme Saint-Dizier, les gens ont une difficulté incroyable à faire quelque chose de ce statut, de cette réalité dans laquelle ils sont. Les gens sont mobilisés le temps d'encaisser leur chèque et, après, ils disparaissent. On voit bien qu'il y a toujours, même dans la façon dont tu en parles, une certaine honte.*

*Et puis il y a un autre aspect : de l'extérieur, on a l'impression que tu es devenu un sorte d'expert du chômage et que les gens viennent te voir à ce titre. Les gens supportent de venir à la Maison pour un accueil solidaire que tu as créé, à la condition d'y trouver une expertise. Ils tolèrent l'existence de ce type d'association, dans la mesure où elle dénoue des choses. Toutes les questions périphériques que tu essaies de poser, qui sont des clés pour que ça puisse évoluer, sont très difficiles à faire prendre en compte.*

30 Oui et non. Il y a très peu de temps, un copain d'une usine du coin voulait se foutre en l'air. Le fait de venir à l'association, de pouvoir dicuter, ça lui a fait du bien. Évidemment, certains ont besoin d'aide pour rédiger des CV, mais au fil du temps, les aspects les plus techniques deviennent périphériques. Le besoin initial, c'est de rencontrer du monde et on est en train de renverser la tendance pour un petit nombre. Il y a certes une majorité de gars qui attendent leurs points pour partir à la retraite, rentrer chez eux et y rester. On essaie quand même de les retenir un peu et de faire en sorte qu'ils gardent le lien, parce que je pense que quand ils seront en préretraite ou en retraite, ils auront besoin d'avoir un lien social. Les clubs sportifs, c'est un point. Ils peuvent garder le lien avec nous, c'est un autre point. Et ils peuvent à ce moment-là être solidaires avec les autres, par rapport à ce qu'ils apportent en termes de présence,

ou même d'un point de vue financier parce qu'ils vont avoir des retraites qui vaudront largement des salaires ailleurs. Ils peuvent par conséquent être solidaires en soutenant des causes, en apportant des parts, en participant à la création, qui d'une coopérative, qui d'une SCI ou d'un groupement foncier pour créer ou reprendre des activités. Ces gens-là, il va falloir les solliciter. Pour le moment, ils sont dans la phase d'attente. Une fois qu'ils ont touché le pactole, au revoir messieurs-dames, je ne serai même plus adhérent. C'est la triste réalité qu'on rencontre dans le syndicalisme. Le mouvement associatif, c'est un peu différent : les gens y viennent parce qu'ils en ont besoin. Mais ils n'ont pas compris que, dans une association, on vient chercher, mais on vient apporter à peu près à même niveau. Sinon l'association n'a pas de raison d'être. Le rôle de la Maison de chômeurs, comme l'association de licenciés, c'est de rendre les gens acteurs de leur propre vie quotidienne : pour eux-mêmes et pour les autres. Pour ne pas rester replié sur soi-même.

